

le dossier de l'express



Bouffon Avant d'être à la tête du gouvernement, il passait pour un clown amoral. Désormais, il promet au Royaume-Uni un âge d'or qui fait sourire même les siens.



Boris Johnson, le “bad boy” de l’Europe

Depuis son accession au pouvoir, le Premier ministre britannique joue le « hard brexiter », décidé à sortir son pays de l’UE dans moins de trois mois, quelles que soient les circonstances. A Londres, tout semble possible. Mais le « bluff » est un mot d’origine anglaise.

Par Marc Epstein

La fièvre gagne. Elle est là. Une chaleur étouffante, qui assèche la gorge et étrangle la voix. La canicule a atteint Londres, et la climatisation du Parlement britannique est à la peine, ce 24 juillet. Assis face à face dans la Chambre des communes, les députés agitent de vagues papiers, à la recherche d’un peu d’air. Une tignasse blonde... Boris Johnson entre à son tour dans la fournaise. Désigné Premier ministre la veille, il

prend la parole et livre son discours inaugural. A chacune de ses phrases, prononcées d’une voix grave, la température semble augmenter encore : « Notre mission est de parvenir au Brexit avant le 31 octobre, quoi qu’il arrive, afin d’unir et de rendre toute son énergie à notre grand Royaume-Uni et d’en faire le plus beau pays du monde. » Bigre!

A l’écouter, la Grande-Bretagne quittera l’Union européenne (UE) d’ici quelques mois et connaîtra un « âge d’or » ; elle sera « propre, respectueuse

de l'environnement, prospère, unie, sûre d'elle, ambitieuse ». Face aux « sceptiques et à ceux qui doutent », Johnson, âgé de 55 ans, adopte le ton martial de Winston Churchill, lorsque les nazis larguaient des bombes par milliers sur la capitale. La préparation du Brexit, explique-t-il, exige « un élan national comme le peuple britannique en a déjà vécu et en vivra à nouveau ». La veille, déjà, quand il s'était exprimé devant le 10 Downing Street, le lieu de résidence des chefs de gouvernement, son dos curieusement voûté et son salut de la main droite, tandis que la gauche restait glissée dans la poche de sa veste, rappelait le profil du héros de la Seconde Guerre mondiale, à qui il a consacré une biographie.

Quelle transformation ! Avant son accession au pouvoir, Johnson avait plutôt la réputation d'un clown amoral, sans foi ni loi, prêt à tout pour atteindre la première marche (voir *L'Express* n° 3545). Sa coiffure en pétard, entretenue avec soin avant chacune de

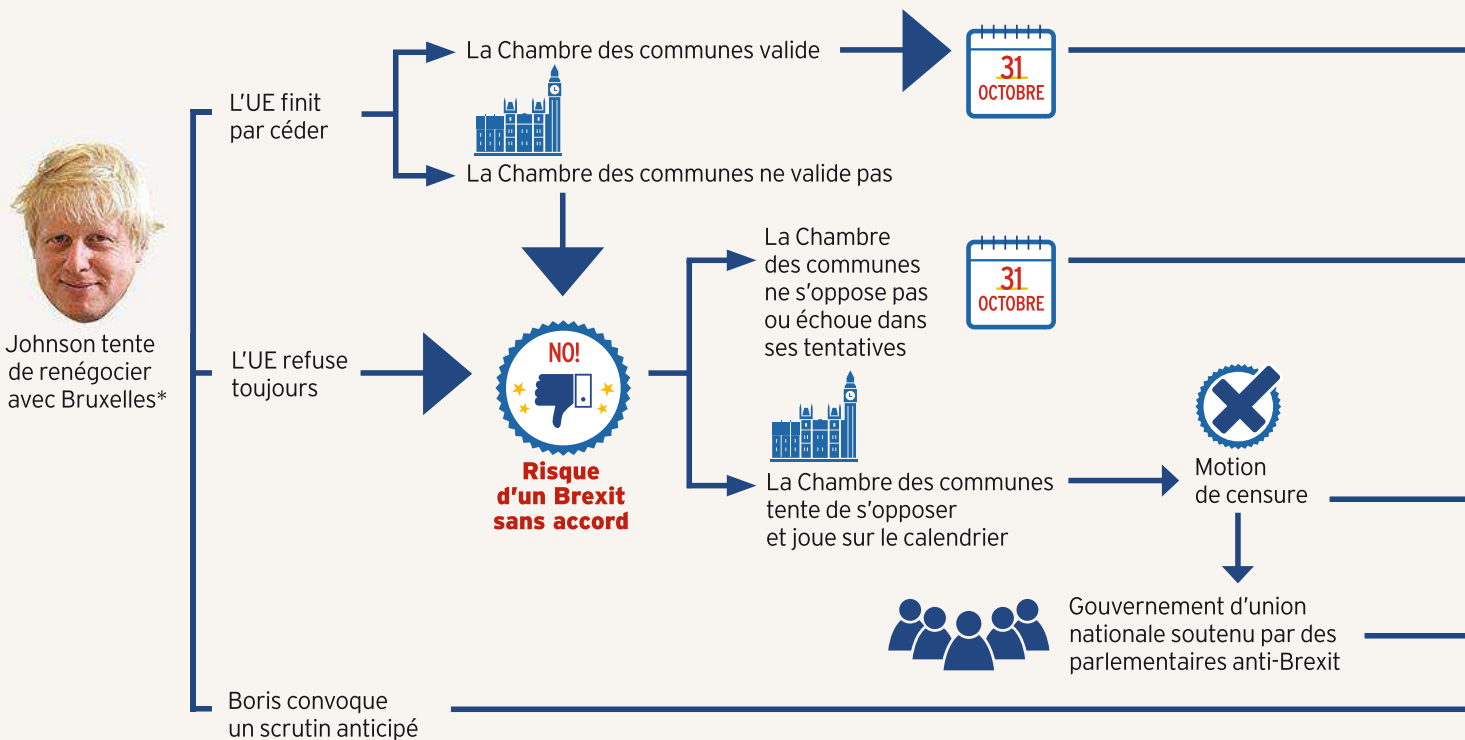
Devant le 10 Downing Street, il rappelle le héros de la Seconde Guerre mondiale

ses apparitions publiques ? Les mensonges honteux qu'il glissait dans ses articles, dans les années 1990, quand il était correspondant à Bruxelles pour des journaux conservateurs, histoire de galvaniser l'europhobie de ses lecteurs souverainistes ? Sa personnalité fantasque et sa disposition jubilatoire à mettre les pieds dans le plat ? Tout cela est fini. Terminé. N'en parlons plus. A présent qu'il a été choisi pour succéder à Theresa May par quelque 159 000 membres du Parti conservateur, soit 0,3 % de l'électorat, il ne se risque plus aux plaisanteries et aux bons mots. Deux fois divorcé et père

de quatre enfants (ou six, selon certains tabloïds), l'éternel « bad boy » de la politique outre-Manche se contente de promettre un avenir radieux à ses concitoyens. Le système public de santé ? Le gouvernement promet d'y allouer l'équivalent de 2 milliards d'euros. Les écoles publiques ? Elles seront améliorées. Les policiers ? Ils seront 20 000 de plus à patrouiller dans les rues du pays...

De fait, les Britanniques sont impatients. Et épuisés. Plus de trois ans après le référendum sur le Brexit, le 23 juin 2016, la querelle concernant les conditions du divorce entre Londres et Bruxelles vire au cauchemar. A moins de soixante-quinze jours de sa sortie annoncée de l'UE, le Royaume-Uni, ce lieu de naissance de la démocratie libérale, au XVII^e siècle, puis de la révolution industrielle, cent ans plus tard, cette nation si fière, à juste titre, d'avoir contribué à sauver l'honneur de l'Europe lors du second conflit mondial, ce beau et grand pays,

Le casse-tête de "BoJo"



* Sur le statut exact de la frontière entre la province britannique d'Irlande du Nord et la république d'Irlande, seule barrière terrestre entre le Royaume-Uni et un pays de l'UE.



pour tout dire, apparaît méconnaissable. Au point que certains redoutent son éclatement.

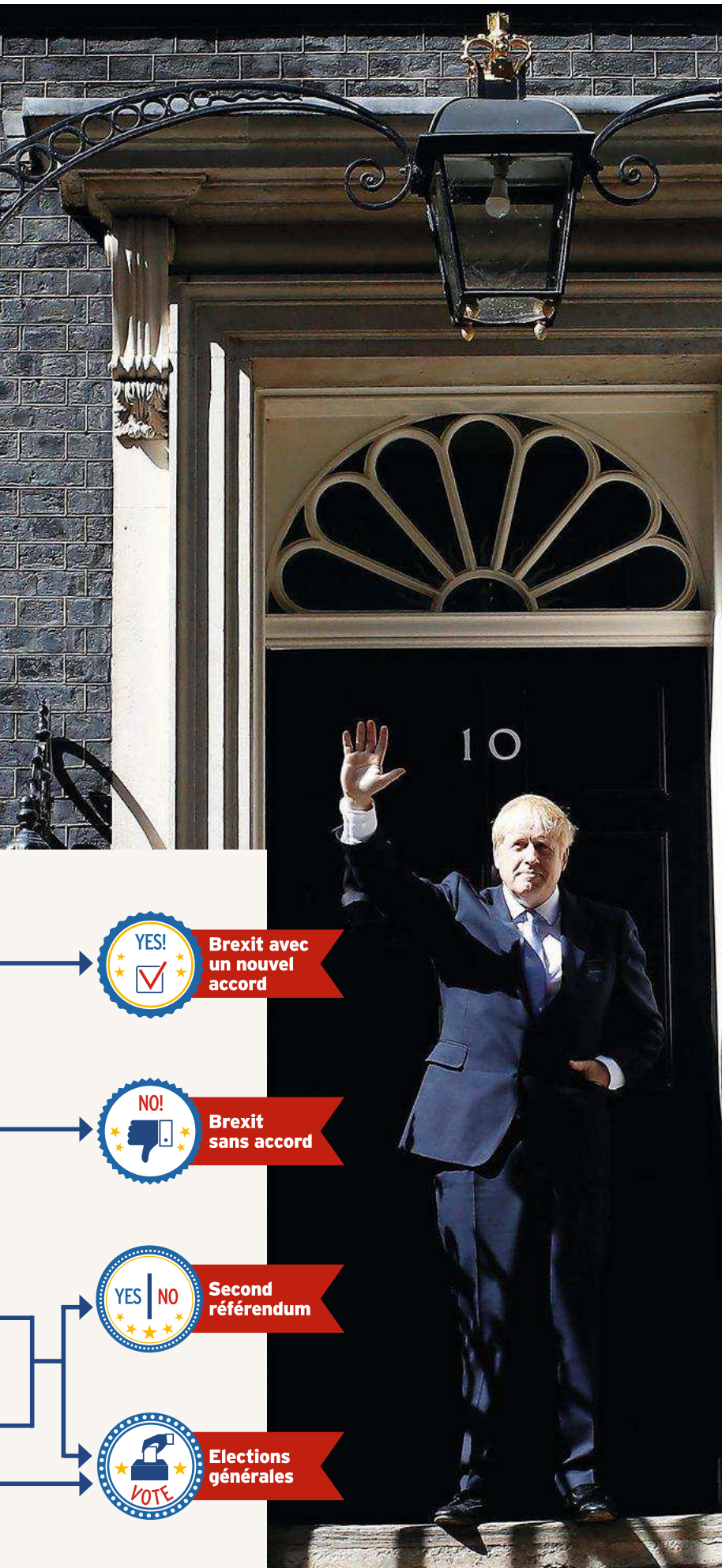
A quelques semaines d'une échéance capitale pour l'avenir des 66 millions de Britanniques, ce peuple réputé pragmatique semble plongé dans une crise politique et identitaire sans fin, dont personne ne veut prédire l'issue. Comme si lui-même s'était perdu dans l'un de ces jardins labyrinthiques qu'il apprécie tant.

INÉLUCTABLE HAUSSE DES PRIX

Les peuples fatigués plébiscitent les leaders. Passé par les meilleures écoles du pays et fasciné par l'histoire de l'Empire romain et celle de la Grèce antique, Boris Johnson le sait bien. L'électorat conservateur, en particulier, voit dans l'ancien maire de Londres et meneur de la campagne pro-Brexit, en 2016, le seul capable de s'imposer face au double péril que représentent Nigel Farage, à droite, et Jeremy Corbyn, le chef du Parti travailliste, issu de la gauche de la gauche. Pour autant, beaucoup doutent de sa capacité à sortir leur pays de l'ornière. Quant à l'âge d'or promis, il fait sourire les plus ardents de ses partisans.

Et pour cause. En termes économiques, avant même sa mise en œuvre, le Brexit coûte déjà très cher aux Britanniques. Depuis le référendum, la livre sterling a perdu un cinquième de sa valeur face à l'euro, et l'investissement s'est effondré dans l'industrie (- 70 % dans le secteur automobile entre janvier et juin). Au pays de la City, l'une des premières places financières du monde, les entrées de capitaux ont été divisées par trois. Dans les magasins, où la plupart des denrées alimentaires sont importées, plusieurs fabricants sont accusés de réduire le poids de leurs marchandises tout en conservant les mêmes emballages,

P. NICHOLLS/REUTERS



Brexit avec un nouvel accord



Brexit sans accord



Second référendum



Elections générales

Churchillien Auteur d'une biographie consacrée au grand homme d'Etat, le Premier ministre affiche sa nostalgie de l'Empire britannique.



HO/AFP

Crise Dans quelques semaines, le gouvernement et le Parlement risquent d'entrer en conflit ouvert car, à la Chambre des communes, la majorité des conservateurs au pouvoir est réduite à un siège, pas un de plus, depuis le 1^{er} août.

afin de tromper les clients et de retarder l'inévitable hausse des prix : dès l'automne 2016, dans les paquets de Toblerone vendus au Royaume-Uni, l'espace entre chaque figure pyramidale en chocolat s'est soudain agrandi. Résultat : l'étui de 400 grammes n'en affiche plus que 360, tout en gardant son format d'origine. Un porte-parole de la marque a expliqué que l'initiative était sans rapport avec le Brexit et avait pour origine le cours du franc suisse. Trop tard. Les amateurs de chocolat britanniques n'en croient pas un mot et soulignent que seuls les articles vendus outre-Manche ont été affectés.

Sur le plan politique, c'est pire : le Brexit agit à la manière d'un virus informatique au sein de la démocratie, au point qu'il menace l'unité du royaume. En Ecosse, où 62 % des électeurs s'étaient prononcés contre la sortie de l'UE, en 2016, et où Johnson est perçu comme un enfant gâté de la haute bourgeoisie anglaise, la tentation

indépendantiste n'a jamais paru si forte. En Irlande du Nord, les séparatistes nationalistes menacent de reprendre la lutte armée. Quant à la démission précipitée, le 10 juillet, de Kim Darroch, ambassadeur de Londres à Washington, victime de fuites organisées, elle a révélé au grand jour la dégradation des relations entre une haute fonction publique qui fait l'admiration du monde entier et des leaders politiques aspirés par la spirale populiste.

From bad to worse, comme on dit outre-Manche... Dans les semaines qui viennent, il y a fort à parier que la crise politique deviendra constitutionnelle, car le gouvernement et le Parlement entreront en conflit ouvert. A la Chambre des communes, la majorité des conservateurs au pouvoir est réduite à un siège, pas un de plus, depuis que les tories ont perdu, le 1^{er} août, une élection partielle dans le pays de Galles, au profit d'une

Promesses Aux dires du Premier ministre, 20 000 policiers supplémentaires patrouilleront dans les rues. Le système public de santé recevra l'équivalent de 2 milliards d'euros, et l'école publique sera améliorée.

J. SIBILEY/REUTERS





candidate du Parti libéral-démocrate, hostile au divorce entre Londres et Bruxelles. Le pire est à venir, car l'un des rares députés conservateurs faisant campagne pour un second référendum, Philip Lee, serait sur le point de faire défection et de rejoindre ces mêmes libéraux-démocrates.

UN SCÉNARIO PLAUSIBLE, VOIRE PROBABLE

A y regarder de plus près, la prétendue majorité parlementaire du gouvernement a déjà disparu si l'on s'en tient au seul sujet qui compte : le Brexit. Car Johnson promet que le divorce interviendra d'ici au 31 octobre, même dans l'hypothèse où le Royaume-Uni et l'UE échouent à conclure un accord sur les conditions de leur séparation. Jamais évoqué lors de la campagne pour le référendum, ce scénario apparaît désormais plausible, voire probable.

Et pour cause. A Londres, Johnson exige l'abandon du « *backstop* », un mécanisme prévu dans l'accord de retrait conclu en novembre 2018 entre Theresa May et Bruxelles, qui prévoit un « territoire douanier unique » englobant l'UE et le Royaume-Uni. Le Premier ministre en fait une condition préalable à toute discussion. Or l'UE, à Bruxelles, présente comme « non négociable » ce même *backstop*, que Johnson qualifie d'« antidémocratique », car il maintiendrait le pays dans l'union douanière et le priverait du droit de négocier d'autres accords de libre-échange.

En d'autres termes, « BoJo », emporté par son zèle pro-Brexit, entérine la perspective d'un « *no deal* »

« No deal » : le jour d'après

Si Londres et Bruxelles divorcent sans accord le soir du 31 octobre, au moment précis où nombre de Britanniques joueront à se faire peur lors de Halloween, que se passera-t-il ? Comme dans un couple marié, le grand avantage d'une séparation négociée, c'est qu'elle permet de poser un cadre et de fixer une procédure. Dans l'hypothèse d'un « *no deal* », en revanche, rien n'est réglé : le Royaume-Uni se trouvera à la porte de l'UE et sera soumis aux règles de l'Organisation mondiale du commerce (OMC). Du jour au lendemain, des contrôles aux frontières et des droits de douane seront rétablis. C'est ballot : les Britanniques réalisent 55 % de leurs exportations avec les pays membres de l'UE. Selon les instituts de conjoncture, la richesse nationale (PIB) du royaume sera rapidement amputée de l'équivalent d'environ 50 milliards d'euros. L'automobile sera l'un des secteurs les plus durement touchés, malgré la mise en place d'un système provisoire d'aide gouvernementale. Mais il y a pire.

Outre-Manche, les produits alimentaires proviennent à 40 % de l'UE ou de pays ayant conclu des accords commerciaux avec elle. « Personne ne va mourir de faim, mais il y aura des pénuries », avertit un représentant de la Food and Drink Federation, qui représente 7 000 entreprises. « Il est très probable que les prix des denrées alimentaires et de l'essence augmenteront », ajoute Mark Carney, patron de la Banque d'Angleterre. Aucune importance, rétorquent les partisans d'un Brexit dur : Londres conclura un accord avec Washington. *Good luck!* Fervent protectionniste, Donald Trump a déjà expliqué que le Royaume-Uni devra autoriser l'importation du bœuf aux hormones et du poulet lavé au chlore, interdite par l'UE. Le plafonnement du prix des médicaments, imposé par le système de santé britannique, devra aussi être levé. Ce n'est qu'un début, sans doute, car les Britanniques seront en mauvaise posture pour négocier quoi que ce soit.

– un scénario auquel une majorité de députés s'oppose. Car une séparation sans accord, certes néfaste pour les économies de l'Irlande, de la France et de l'Allemagne, en particulier, serait proprement catastrophique pour l'activité au Royaume-Uni (voir l'encadré ci-dessus).

Et voilà comment une négociation qui aurait dû réunir Londres et Bruxelles, à l'exclusion de tout autre interlocuteur, se mène désormais à trois : effrayés par les multiples conséquences d'un Brexit mal maîtrisé, les élus de la Chambre des communes se sont invités dans le dialogue entre



H. MCKAY/REUTERS



D. KITWOOD/GETTY IMAGES/AFP

le dossier de l'express

le gouvernement de Sa Majesté et les 27 autres Etats de l'UE.

Comment venir à bout de cette paralysie mortifère? Nul ne sait, mais les paris sont ouverts, et les grandes manœuvres ont déjà commencé (voir l'infographie page 22). Malgré la torpeur estivale, ces jours-ci, nombre d'élus britanniques discutent au téléphone, depuis leurs lieux de vacances respectifs.

UNE OPÉRATION À TRÈS HAUT RISQUE

Beaucoup prédisent le vote d'une motion de défiance, dès le 3 ou le 4 septembre, lors de la rentrée parlementaire. En cas de victoire, Johnson disposerait de quatorze jours pour tenter de rallier une majorité de soutiens. A l'issue de cette période, il pourrait refuser de démissionner et provoquer des élections anticipées.

Maître du calendrier, le Premier ministre pourrait alors choisir la date du scrutin, en respectant certains délais. Libre à lui de convoquer les électeurs après le 31 octobre, une fois le Brexit réalisé – une manœuvre que les experts de la Constitution non écrite du royaume, tel Vernon Bogdanor, jugeraient « inhabituelle » mais « légale ». Irrespectueuse des normes d'une démocratie parlementaire, l'opération serait à haut risque pour Johnson, si la sortie non négociée de l'UE entraîne, dès les premiers jours, des craintes de pénuries ou des files d'attente interminables dans les ports et les aéroports...

Dans un récent sondage, seuls 27 % des Britanniques estiment que leur pays quittera l'UE d'ici au 31 octobre, comme le jure Johnson. A croire qu'eux-mêmes n'accordent aucun crédit aux promesses de leur Premier ministre. Sa légèreté et son inconséquence passées alimentent toutes les prédictions, y compris celle d'une volte-face et d'une demande d'un nouveau report. En attendant, ses élans churchilliens et sa nostalgie affichée de l'Empire britannique leur apporteront un peu de réconfort. *Nobody is perfect*, surtout par les temps qui courent. **M.E.**



A. BUCHANAN/AFP

Tentation En Ecosse, qui s'est prononcée à 62 % contre la sortie de l'UE en 2016, l'envie d'indépendance n'a jamais été aussi forte. Ici, à Perth, le 5 juillet...



M. HORWOOD/GETTY IMAGES/AFP

Défection Au pays de Galles, un député tory en faveur d'un second référendum serait sur le point de rejoindre le Parti libéral-démocrate (ici à Brecon, le 2 août).



P. FAITH/AFP

Ménaçe En Irlande du Nord, les séparatistes nationalistes risquent de reprendre la lutte armée. Ici, à Belfast, Mary Lou McDonald, présidente du Sinn Fein, le 31 juillet.



« LES CHIFFRES NE L'INTÉRESSENT PAS : IL NE LES CROIT PAS »

Le Premier ministre veut renégocier l'accord de retrait du Royaume-Uni de l'UE. Irréaliste, estime sir Ivan Rogers, ex-représentant de Londres à Bruxelles. *Propos recueillis par Clément Daniez*

Sa démission, dans les premiers jours de 2017, avait fait du bruit. Avant de militer pour un Brexit pragmatique, sir Ivan Rogers occupait le poste de représentant permanent du Royaume-Uni auprès de l'Union européenne (UE). Il y avait été nommé en 2013 par David Cameron, dont il était auparavant le conseiller Europe.

Une décennie plus tôt, ce grand serviteur de l'Etat avait officié comme conseiller de Tony Blair. Il a collaboré avec Boris Johnson, lorsque celui-ci faisait ses premiers pas de ministre des Affaires étrangères.

A 59 ans, l'ancien haut fonctionnaire se montre pessimiste quant à la capacité du nouveau Premier ministre à mener une sortie ordonnée de l'UE.

l'express Theresa May ne comprenait guère le fonctionnement de l'UE. Qu'en est-il de Boris Johnson ?

Ivan Rogers Elle disposait de plus d'expérience que lui à son arrivée au 10 Downing Street. Avant de devenir Première ministre, elle avait participé à plusieurs Conseils européens réunissant les ministres de l'Intérieur. Boris Johnson, lui, n'en a vécu qu'un seul en tant que ministre des Affaires



N. HALL/REUTERS

Ivan Rogers Ce grand serviteur de l'Etat est pessimiste sur la capacité de Boris Johnson à mener une sortie ordonnée de l'Europe.

étrangères, sa seule expérience gouvernementale. Son passage à Bruxelles comme journaliste et correspondant permanent remonte aux années 1990. C'est au contact des institutions européennes qu'il a inventé un type de journalisme qui s'est malheureusement imposé depuis.

Comment cela ?

I. R. Cela peut étonner de la part de quelqu'un qui a passé une partie de son enfance à Bruxelles, où son père a travaillé en tant que fonctionnaire à la Commission européenne avant de faire partie des premiers eurodéputés, mais Boris Johnson se livrait

surtout au divertissement. Il mettait en valeur des informations souvent fausses dans des articles résolument anti-européens. Ce rôle d'agent provocateur lui a permis d'acquérir une certaine célébrité comme éditorialiste, grâce à une plume talentueuse. Il n'a rien d'un idiot, mais il ne cherche pas à faire preuve de consistance et de sérieux dans ce genre d'exercice. Pour réussir dans sa tâche de Premier ministre, Boris Johnson devra s'entourer de bons connaisseurs des dossiers. Il possède le charisme et le charme qui ont manqué à Theresa May, mais il est moins patient qu'elle et bien moins attentif aux aspects techniques.

C'est ce que vous avez constaté lorsqu'il était aux Affaires étrangères ?

I. R. Il voulait déjà que le Royaume-Uni sorte du marché unique et n'ait plus à accepter la libre circulation des citoyens européens, soit une situation proche de l'accord de libre-échange entre l'UE et le Canada. Il promouvait une position plus atlantiste. Il était convaincu qu'une sortie sans accord était moins risquée que les bureaucrates et la banque d'Angleterre ne le prétendaient. Il défendait l'idée que le pays avait connu pire et que, de toute façon, l'UE allait paniquer et faire des concessions sur des points clefs pour Londres. J'ai essayé à plusieurs reprises de le convaincre qu'il sous-estimait les risques d'une



E. DUNAND/AFP

Compétence Il n'a participé qu'à un Conseil européen en tant que ministre des Affaires étrangères, sa seule expérience gouvernementale, observe l'ancien haut fonctionnaire.

sortie sans accord pour des pans considérables de notre économie. Après ma démission, d'autres ont essayé d'en faire autant. Mais il n'a cru aucun d'entre nous.

E Pourquoi ?

I. R. Ses raisonnements ne passent pas par l'examen de faits liés au commerce, à l'investissement et à l'impact qu'une sortie brutale peut avoir sur la productivité. Tony Blair et Gordon Brown pensaient, eux, de cette manière. Pour Boris Johnson, le Brexit est une question de souveraineté et de contrôle – c'est un projet qui doit permettre au Royaume-Uni d'être libéré de l'UE. Il ne s'intéresse pas aux chiffres. Il ne les croit pas.

E A quel point Boris Johnson est-il responsable du Brexit ?

I. R. S'il n'avait pas participé à la campagne du Brexit, en 2016, le « Leave » n'aurait pas gagné. Michael Gove [ministre de l'Éducation, puis de la Justice de David Cameron] a été influent aussi, mais Boris Johnson possède plus de charisme que lui, et le grand public le croit plus volontiers. Résultat, il a convaincu une plus grande partie de l'opinion

publique... et déclenché une révolution qui dévore ses propres enfants. Les *brexiter*s étaient moins radicaux lors de la campagne du référendum, quand le *no deal* était inimaginable. A l'époque, Michael Gove prônait un Brexit plus poussé que celui de Boris Johnson. Puis, au cours de la campagne de désignation du successeur de May, au motif qu'il s'opposait à une sortie sans accord, Gove a été décrit comme un contre-révolutionnaire ! L'ex-secrétaire d'État au Commerce Liam Fox, un fervent brexiter, a pour sa part été accusé par Nigel Farage [populiste à la tête du Parti du Brexit] et d'autres de vouloir trahir la révolution et d'être vendu à l'establishment.

E Les partisans du « Leave », en 2016, ne défendaient pas une sortie sans accord...

I. R. Ce n'était pas dans leur programme. Au début, les partisans d'une sortie britannique auraient été satisfaits par une relation avec l'UE sur le modèle de celle mise en place avec la Norvège ou la Suisse. Dire cela, à présent, c'est passer pour un traître. Aujourd'hui, il ne peut y avoir qu'un vrai Brexit : un Brexit dur, dès le 31 octobre. Boris

« En 2016, même s'il ne s'intéressait pas aux détails, il était en faveur d'un accord »

Johnson a une responsabilité dans cette radicalisation. Il faut rappeler qu'en 2016, même s'il ne s'intéressait pas aux détails, il était en faveur d'un accord.

E Boris Johnson peut-il arracher à l'UE plus que Theresa May n'avait obtenu ?

I. R. Il est difficile d'être optimiste si l'on se fie à ses déclarations. Boris Johnson a dit qu'il fallait rouvrir les négociations et que le *backstop* [filet de sécurité contre le retour d'une frontière physique entre la république d'Irlande et la province britannique d'Irlande du Nord] était inacceptable. Il refuse même le principe d'un *backstop* temporaire. Il a déclaré que l'accord négocié par Theresa May était mort, alors qu'il a voté en sa faveur lorsqu'il a été présenté une troisième fois à la Chambre des communes. L'UE va faire tout son possible pour voir si Boris Johnson, aux responsabilités, est un interlocuteur capable de faire preuve de sérieux.

E Boris Johnson va aussi faire face à la défiance du Parlement, à l'origine de la chute de May...

I. R. Il n'y a pas que des radicaux au sein du groupe conservateur. Certains députés de l'aile modérée vont chercher à éviter à tout prix une sortie sans accord. Peuvent-ils trouver un mécanisme en mesure de stopper Boris Johnson sur cette voie ? Il est difficile d'anticiper ce qui va se passer à la Chambre des communes, au retour des vacances, en septembre. A n'en pas douter, nombre de ses membres vont tout mettre en œuvre pour éviter une sortie au 31 octobre, même si le Premier ministre ne réclame pas un report du Brexit, solution qu'a



E. SYKES/REUTERS

Rôle « S'il n'avait pas participé à la campagne du Brexit, en 2016, le "Leave" n'aurait pas gagné », dit Rogers, pour lequel Johnson a plus de charisme que ses concurrents.

esquissée Ursula von der Leyen, la nouvelle présidente de la Commission européenne. Si beaucoup de députés tories ne supportent pas Boris Johnson, ils détestent encore plus le leader du Parti travailliste, Jeremy Corbyn, et son n° 2, John McDonnell. Ils pourraient refuser de voter une motion de censure, qui ferait chuter le Premier ministre et ouvrirait la voie à de nouvelles élections générales, s'ils considèrent que cela peut mener à l'installation d'un gouvernement d'extrême gauche.

Q A quoi peut-on s'attendre de la part de Boris Johnson d'ici au 31 octobre ?

I. R. Un nouvel accord à cette date relève de l'impossible, tout le monde le sait. Même si l'UE se montrait prête

à amender le backstop. Le délai est de toute façon trop court pour un vote du Parlement. Boris Johnson compte peut-être dénoncer l'intransigeance de l'UE et fustiger son refus de négocier pour clamer qu'il est temps de la quitter, au 31 octobre, sans accord. Il est sous la menace de Nigel Farage et d'un succès de son Parti du Brexit au détriment des tories en cas d'élections

« L'UE va faire tout son possible pour voir si c'est un interlocuteur capable de sérieux »

anticipées. Il peut aussi faire valoir ses différences avec Theresa May en assurant qu'il fera preuve de plus de détermination, car il semble convaincu que l'aile droite de son parti ne peut se permettre de décapiter un nouveau Premier ministre. Dès lors, il peut estimer qu'il obtiendra plus de l'UE et que la Chambre des communes ne pourra lui refuser son soutien. Une simple modification de la déclaration politique qui accompagne l'accord de retrait pourrait suffire. Mais Boris Johnson peut tout aussi bien surestimer ses capacités à obtenir des concessions des Européens, même s'il se rend à Dublin, à Paris et à Berlin pour les arracher. L'UE est-elle prête à offrir davantage à un populiste comme lui ? Je ne le pense pas.

L'EUROPE FACE À « BOJO »

Les rodomontades du Premier ministre ressemblent à un défi destiné à faire plier l'Europe. Pas sûr qu'il le gagne.

Par Christian Makarian

Le seul invariant dans l'épuisant feuilleton du Brexit vient de ce que toute l'Europe est suspendue à la vie politique britannique depuis le 23 juin 2016, jour du référendum qui a décidé de la sortie du Royaume-Uni de l'UE. Le sujet inquiète moins les opinions publiques continentales, relativement indifférentes à ses rebondissements successifs, que les élites, celles-là mêmes que les « brexiters » pourfendent à longueur de temps. Or le Brexit agite les différentes capitales de façon variable; Boris Johnson le sait parfaitement et compte sur ce facteur pour provoquer des craquellements favorables à sa cause.

« BoJo » semble jouer la carte de la pression maximale exercée sur Bruxelles. En affirmant haut et fort qu'il assume le « no deal », en promettant que le Royaume-Uni sortirait de l'UE le 31 octobre – qu'un accord soit signé ou pas avec Bruxelles –, et en refusant catégoriquement le « backstop », destiné à empêcher le rétablissement d'une frontière matérielle entre l'Ulster (Belfast) et la République d'Irlande (Dublin) après l'entrée en vigueur du Brexit, il affiche une attitude intransigeante de manière à forcer l'UE à infléchir sa position. Comment ? Hypothèse : le Premier ministre pourrait demander à rester dans l'union

douanière et le marché unique durant deux années, avant d'envisager la séparation par étapes successives. En attendant, il campe sur une ligne dure. Au sujet du backstop, il estime : « C'est mort, il faut que ça disparaisse. » Il ajoute qu'« un pays qui croit en son indépendance et qui se respecte ne pourrait pas signer un traité qui abandonnerait ainsi son indépendance économique ». Bruxelles rétorque, par la voix de Michel Barnier, négociateur de l'UE : « C'est bien sûr inacceptable. »

Sur la question du backstop comme sur le reste, les dirigeants européens demeurent à ce jour inflexibles. Il n'y aura pas de renégociations de l'accord de retrait. Dialogue de sourds – ou plutôt bras de fer. De manière ostensible et calculée, Johnson refuse de se rendre à Berlin ou à Paris, alors qu'il a été invité dans les deux capitales par Angela Merkel et Emmanuel Macron; il attend le G20 de Biarritz pour faire sa première apparition extérieure.

LA STRATÉGIE DU PARI

La stratégie du « no deal » est surtout destinée à l'Allemagne, que Londres considère plus ouverte à des ajustements que la France. De fait, dans son premier entretien à la presse européenne, Ursula von der Leyen, la nouvelle présidente de la Commission, ne s'est pas dit tout montré dogmatique : « Un Brexit sans accord aurait d'énormes conséquences négatives pour les deux côtés, sans parler de ce que cela signifierait pour l'Irlande. C'est pourquoi nous devons tout faire pour aller vers un Brexit ordonné. Et, s'il y a de bonnes raisons de la part de nos amis britanniques pour un report, je suis prête à les entendre. » En clair, la priorité semble être donnée à un accord, quitte à envisager un report supplémentaire ou de nouvelles concessions. Ce point de vue est affirmé

Pression Boris Johnson veut forcer l'UE à revenir sur sa position de refus de toute frontière en Irlande, après le Brexit.



par la présidente au nom de toute l'UE; or c'est aussi et surtout la position de Berlin. Paris adopte en apparence un langage moins conciliant, mais le président français, bien que défavorable à l'accord d'un nouveau délai au Royaume-Uni, pourrait bien se montrer plus souple si des circonstances inédites le justifiaient. En cas d'un autre référendum au Royaume-Uni, comme le souhaite Tony Blair, ou si Boris Johnson décidait de dissoudre la Chambre des communes pour obtenir la tenue de nouvelles élections générales avec l'idée de renforcer sa majorité (voir page 22), Emmanuel Macron n'aurait d'autre choix que d'acquiescer. C'est avec le Royaume-Uni que la France réalise son plus fort excédent commercial, un no deal serait donc une issue funeste pour l'économie française. La même cause prévaut a fortiori pour l'Allemagne, dont les intérêts économiques imposent de manière déterminante d'écarter l'idée d'une sortie du Royaume-Uni sans accord.

UN ENJEU DE POLITIQUE INTÉRIEURE

Le discours et l'attitude de Boris Johnson peuvent laisser penser qu'il envisage de nouvelles élections. Cela expliquerait en partie le ton résolument ferme dont il use pour rassembler l'électorat conservateur, au sein duquel les brexiters sont les plus actifs

et les plus dynamiques, quitte à négocier avec Bruxelles une fois la bataille électorale remportée. De fait, l'UE est entraînée bien malgré elle au cœur des vieilles passions britanniques : la notion de « *take back control* » (« reprendre le contrôle »), slogan favori des brexiters, traverse les différentes strates politiques et sociales en profondeur. En 1997, déjà, Tony Blair, le Premier ministre travailliste alors si

Faut-il voir en Boris Johnson un Trump britannique ?

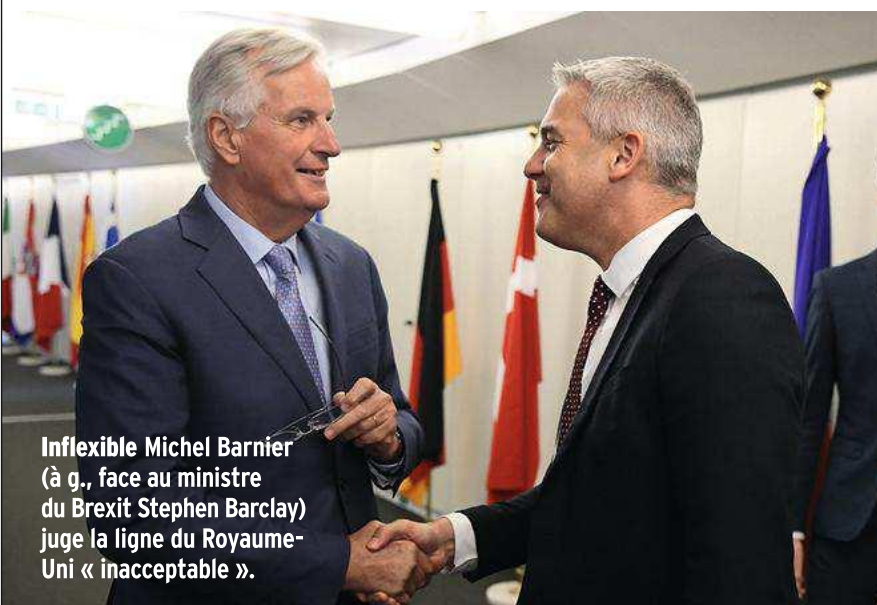
prometteur, avait déclaré : « Nous ne serons jamais les plus grands, nous ne serons peut-être plus, une fois encore, les plus puissants, mais nous pouvons être les meilleurs. » Il fait aujourd'hui campagne pour un second référendum sur le Brexit, mais au nom de conditions qui annoncent la couleur : « Si nous changeons d'avis et restons dans l'UE, celle-ci devra aussi repenser ses positions. » Autrement dit, même si un nouveau référendum annulait celui de

2016, la question britannique resterait un souci pour l'UE, comme on l'a vu sous le mandat de David Cameron, qui demandait sans cesse des avantages nationaux. On préférera un meilleur argument, avancé par le même Tony Blair en cas de no deal : « L'avenir du Royaume-Uni consisterait à se positionner en concurrent. Je ne pense pas que cela soit sage, ni pour vous, ni pour nous. »

Johnson définit son pays en tant que « Global Britain » (Grande-Bretagne mondiale), prétend pouvoir signer des traités de libre-échange avec le monde entier, tout en transformant les îles britanniques en paradis fiscal, dérégulé, doté d'une fiscalité allégée afin d'attirer les capitaux internationaux. Il n'a pas pour autant une appréhension très précise des réalités économiques (voir page 27); un no deal « déboucherait sur des années de discussions en vue d'un accord commercial qui sera dur à négocier, car nous serons sortis de l'UE » (Tony Blair). Loin d'instaurer un partenariat avec les Etats-Unis de Donald Trump, cette perception mercantile le met en concurrence avec le géant américain.

Les apparences sont troublantes, mais aussi trompeuses. Les deux hommes ont de nombreux points communs, il est vrai, qui relèvent autant de caractéristiques capillaires que verbales ou idéologiques. Sauf que Boris Johnson est infiniment plus cultivé et drôle : grossier, peut-être, vulgaire, jamais. Peu importe, en réalité; on a vu le peu de considération que le président Trump avait témoigné à Theresa May et ce qu'il faisait de la trop fameuse « *special relationship* » entre Washington et Londres.

L'impopularité de Trump atteint de vrais sommets au pays de la reine Elizabeth : « BoJo » devra en tenir compte. Notamment, il ne pourra pas changer de politique étrangère. Juste un exemple : Londres est parfaitement en phase avec Paris pour essayer de sauver l'accord de Vienne sur le nucléaire iranien, dont Washington s'est unilatéralement retiré le 8 mai 2018. **C. M.**



Inflexible Michel Barnier (à g., face au ministre du Brexit Stephen Barclay) juge la ligne du Royaume-Uni « inacceptable ».